



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Préfecture

Direction des Collectivités Locales

Adresse des bureaux : 5 rue Bardou-Job
PERPIGNAN

Ouverture au public : du lundi au
vendredi
de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30

Bureau Urbanisme, Foncier et
Installations Classées

Dossier suivi par :

Cathy SAFONT

☎ : 04.68.51.68.66

☎ : 04.89.12.29.17

✉ : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

Perpignan, le 20 novembre 2013

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2013324-0005

Mettant en demeure la société CYDEL de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation n° 690/06 du 16 février 2006 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation d'une unité de traitement avec valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés à Calce

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000 autorisant la société CYDEL à exploiter une unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE (PO) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2730 du 12 juillet 2004 portant prescriptions complémentaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de traitement avec valorisation énergétique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE (PO) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 690/06 du 16 février 2006 portant autorisation d'exploiter un troisième four à l'UTVE de CALCE ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 2603/07 du 23 juillet 2007, n° 2010 189 – 0008 du 08 juillet 2010, n° 2010 189 – 0009 du 08 juillet 2010, n° 2011 192-0002 du 11 juillet 2011, n° 2011278-0025 du 05 octobre 2011 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté n° 690/06 du 16 février 2006 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 07 octobre 2013 concernant la visite d'inspection du 02 octobre 2013 ;



Adresse Postale :
Hôtel de la Préfecture – 24 quai Sadi-Carnot – 66951 PERPIGNAN CEDEX

⇨ INTERNET : <http://www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr>

Téléphone :
04. 68. 51. 66. 66

⇨ COURRIEL : pref-contact@pyrenees-orientales.gouv.fr

CONSIDERANT qu'au cours d'une visite d'inspection de l'UTVE de CALCE effectuée le 02 octobre 2013 il a été constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de son arrêté d'autorisation et en particulier que :

- les mâchefers sont stockés sans séparation entre les différents lots,
- les balles de lissages et de la collecte sélective sont stockées sans respecter les dispositions prévues en particulier pour ce qui concerne la surface des îlots et en dehors des zones couvertes par le dispositif d'extinction automatique,
- les balles des déchets triés sont stockées en dehors du bâtiment du centre de tri
- les conditions de mise en œuvre du mâchefer pour la réalisation de la piste d'accès au bassin incendie ne respectent pas les règles de l'art et les prescriptions de l'arrêté mâchefers du 18 novembre 2011 susvisé,
- des ordures ménagères sont déposées sur le quai de déchargement en dehors de la fosse de réception.
- l'audit point par point de l'arrêté par un organisme externe indépendant n'a pas été réalisé.

CONSIDERANT que lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société CYDEL- TYRU, le 17 octobre 2013 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure le 4 novembre 2013 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRETE

La société CYDEL, dont le siège social est situé « Coume dels très Pilous » 66600 CALCE, est mise en demeure dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 février 2006 modifié l'autorisant à poursuivre l'exploitation d'une unité de traitement avec valorisation énergétique de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de CALCE (Pyrénées Orientales) et notamment de corriger les non-conformités relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITE

La société CYDEL doit fournir, dans le même délai de **3 mois**, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires.

ARTICLE 3 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514.6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- M. Le Maire de la commune de CALCE ;
- M. Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;
- M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DREAL à PERPIGNAN ;
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;
- M. le délégué territorial de l'ARS ;

chargés, chacun en ce qui le (la) concerne, de son exécution.



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Pierre REGNAULT de la MOTHE

Annexe à l'arrêté de mise en demeure fiche de constats de Non-conformités

Visite d'inspection du 02/10/2013 Exploitant : CYDEL Lieu de l'intervention : UTVE de CALCE		Thèmes de l'inspection : - centre de tri - stockage des balles et mâchefers - application de l'arrêté mâchefers - directive IED et application des MTD - divers
N°	Constatations de l'inspecteur(s)	Réponses de l'exploitant
1	<p>L'article 5.1.3.2 de l'arrêté du 16/02/2006 modifié précise que les conditions de stockage des mâchefers doivent permettre de différencier les différents lots de production ; chaque andain doit être identifié par une pancarte sur laquelle doit être noté la période de production et la référence de l'analyse de contrôle.</p> <p>Chaque andain doit être séparé par une allée maintenue propre en toute circonstance.</p> <p>Le jour de la visite il a été constaté que l'exploitant constitue des lots mensuels de mâchefers stockés par travée dans le nouveau bâtiment de stockage. Les différents lots ne sont cependant pas séparés entre eux et la référence à l'analyse n'est par reportée sur le lot.</p> <p>CYDEL doit modifier les conditions de stockage des mâchefers afin de respecter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Le mâchefer excédentaire doit être évacué le cas échéant vers un centre de stockage s'il n'y a pas de débouché pour sa valorisation.</p>	
2	<p>L'article 7.3.4.1 de l'arrêté du 16/02/2006 modifié précise que la taille des zones de stockage des balles de lissage doit être limitée de façon à réduire la quantité de matières combustibles en feu et d'éviter la propagation du feu d'une zone à l'autre.</p> <p>En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les balles doivent former des îlots limités de surface maximale au sol : 500 m2, - les différentes surfaces dédiées au stockage des balles devront être matérialisées au sol par un marquage clairement repérable et reportées sur un plan à échelle adaptée ; <p>Le jour de la visite il a été constaté que les balles sont stockées en îlot de surface très supérieure à 500 m2, que les zones de stockage dépassent les parties couvertes par le dispositif de sprinklage, que des balles ont été également stockées en extérieur pour permettre la modification du centre de tri.</p> <p>CYDEL doit respecter les conditions de stockage fixées par l'arrêté d'autorisation.</p>	
3	Après vérification des données du dossier de demande d'autorisation il ressort (p17 chapitre C et p1 du chapitre J) que toutes les balles des déchets triés doivent être stockées à l'intérieur du bâtiment	

	<p>sur une surface de 500m2 dont 300m2 utiles.</p> <p>Le dossier d'information de modifications notables de septembre 2012 ne prévoit pas de changement sur les conditions de stockage.</p> <p>Lors de la visite il a été constaté qu'une partie des balles était stockée à l'extérieur sur l'aire de manœuvre et sur l'aire d'isolement des déchets radioactifs.</p> <p>Cette situation qui est non conforme avec les données de l'étude d'impact et de l'étude des dangers et en conséquence avec le chapitre 1.3 de l'arrêté du 16/02/2006 modifié, doit être corrigée.</p>	
4	<p>CYDEL a réalisé une route pour accéder au bassin incendie supérieur en utilisant des mâchefers recouverts par un bicouche.</p> <p>Les accotements ne sont pas stabilisés et le mâchefer est affleurant malgré que la route soit très récente.</p> <p>Cette situation est non conforme avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 relatifs au recyclage des mâchefers</p> <p>CYDEL doit reprendre cet ouvrage conformément aux règles de l'art et aux dispositions prévues en annexe de l'arrêté ministériel « mâchefers ».</p>	
5	<p>L'article 2.1.6.1 de l'arrêté du 16/02/2006 modifié spécifie que le stockage de déchets ménagers et assimilés en dehors de la fosse est interdit.</p> <p>Le jour de la visite il a été constaté que des déchets de la collecte étaient stockés sur le quai dans le hall de réception des OM. L'exploitant explique cette situation par l'arrêt technique du four 2.</p> <p>Cette constatation est récurrente.</p> <p>Tous les déchets réceptionnés au niveau de l'incinérateur et notamment les ordures ménagères doivent être déposés dans la fosse de réception construite en cuvelage étanche.</p>	
6	<p>L'article 9.4.3 de l'arrêté du 16/02/2006 modifié spécifie que la première vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation devra être réalisée par un organisme extérieur compétent et indépendant, à l'issue des 1500 heures en marche industrielle du 3^{ème} four. Le résultat de cet Audit sera transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p> <p>CYDEL réalise en interne des audits de l'arrêté.</p> <p>CYDEL doit faire réaliser l'audit externe, transmettre les résultats au préfet avec les propositions éventuelles d'amélioration et le planning de réalisation.</p>	